



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CEA PARIS-SACLAY
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX

Affaire suivie techniquement par :

M. Arnaud DAPOIGNY

DRF/LSCE/AT

Téléphone : 01.69.08.04.70

arnaud.dapoigny@cea.fr

Affaire suivie commercialement par :

M. Aguib BAH

Service des Marchés et Achats

Téléphone : 01.69.08.xx.xx

aguib.bah@cea.fr

Fourniture d'un spectromètre de
masse à source plasma & multi-
collection

Référence : Projet de marché n°B25-01322

Entre

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par Monsieur / Madame, en qualité de.....

ci-après dénommé « le CEA »,

Et

La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par, en qualité de

ci-après dénommée « le Titulaire »,

d'autre part,

,Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)
Centre CEA Saclay | Bât 530 | PC 98 |
91191 Gif-sur-Yvette Cedex

Établissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	4
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	4
ARTICLE 3 - ETENDUE ET CONTENU DE LA PRESTATION	5
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES	6
ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	7
ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE	7
ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	8
ARTICLE 8 - QUALITE	10
ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES DOCUMENTAIRES	10
ARTICLE 10 - INTERLOCUTEURS (A COMPLETER PAR LE SOUMISSIONNAIRE)	12
ARTICLE 11 - ESSAIS ET CONTROLES TECHNIQUES EN USINE	13
ARTICLE 12 - LIVRAISON	13
ARTICLE 13 - INSTALLATION ET ESSAIS SUR SITE	15
ARTICLE 14 - FORMATION DU PERSONNEL CEA.....	16
ARTICLE 15 - RECEPTIONS	16
ARTICLE 16 - GARANTIE	17
ARTICLE 17 - MAINTENANCE DE L'EQUIPEMENT (OPTION 4)	18
ARTICLE 18 - DELAIS D'EXECUTION	22
ARTICLE 19 - REUNIONS	22
ARTICLE 20 - MONTANT	24
ARTICLE 21 - REGIME FISCAL ET DOUANIER.....	25
ARTICLE 22 - CONDITIONS DE FACTURATION	27
ARTICLE 23 - CONDITIONS DE PAIEMENT	28
ARTICLE 24 - SOUS-TRAITANCE	28



ARTICLE 25 - PROPRIETE DES OUTILLAGES	29
ARTICLE 26 - PENALITES.....	29
ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE	31



ARTICLE 1 - OBJET

1.1 Dispositions générales

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la fourniture d'un spectromètre de masse a source plasma & multi-collection, ci-après dénommée l'« Equipement ».

1.2 Unité bénéficiaire

La réalisation de ces prestations sera effectuée pour le compte de la Direction de la Recherche fondamentale (DRF), Laboratoire des Sciences du Climat et de l'Environnement (LSCE), Institut de recherche, implanté sur le site de l'Orme des Merisiers

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Le dossier de consultation du CEA référencé CEA/P-SAC/SMA/BEPII/AB/B25-01322, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
 - Les Spécifications Techniques constituées du cahier des charges référencé B25-01322 Cahier des charges ICPMS MC_LSCE,
 - Le règlement intérieur du CEA Paris-Saclay-Etablissement de Saclay,
 - La consigne intitulée « Instructions Générales de Sécurité applicables aux Entreprises Extérieures et aux organismes en collaboration travaillant sur le Centre CEA Paris-Saclay » référencée DRF/P-SAC/CQSE/CO/01 indice A d'avril 2018,
 - Les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022) ;
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée datée du<= à compléter par le soumissionnaire

- 2.2** Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - ETENDUE ET CONTENU DE LA PRESTATION

3.1 Tranche ferme

Les prestations sont décrites dans les Spécifications Techniques du cahier des charges, et sont décrites comme suit :

- ❖ La fourniture de l'Équipement et logiciels associés,
- ❖ les contrôles et tests en usine,
- ❖ La fourniture des programmes d'essais pour les contrôles et essais sur site,
- ❖ L'emballage et la livraison dans les locaux du CEA,
- ❖ Le montage, le raccordement et l'installation dans les locaux du CEA,
- ❖ Les contrôles et essais sur site,
- ❖ La fourniture de tous les documents nécessaires à l'exploitation, la maintenance et l'entretien de l'Équipement,
- ❖ La formation à l'utilisation de l'Équipement,
- ❖ La garantie de l'Équipement pour une durée de 24 mois à compter de la réception.

3.2 Tranche optionnelle

La tranche optionnelle se compose d'une option obligatoire relative à la maintenance et de plusieurs options facultatives.

3.2.1 Options facultatives

- ❖ **Option 1** : Un module doté d'une cellule de collision-réaction qui pourra être fourni à l'installation en standard ou être installé ultérieurement.
- ❖ **Option 2** : L'intégration d'un filtre MS/MS.

- ❖ **Option 3** : L'intégration des deux modules cellule C/R et MS/MS simultanément en répondant aux critères des options 1 et 2

Les options pourront être levées à la signature du marché (option 1, 2 et 3) ou dans un délai maximum de deux ans (options 1bis, 2bis, 3bis). **Le soumissionnaire est invité à faire une offre de prix pour ces deux cas comme présenté dans l'annexe financière.**

3.2.2 *Option obligatoire relative à la maintenance préventive et corrective (option 4)*

- ❖ **L'option 4** concerne la maintenance préventive et corrective complète pour une durée de 3 ans à compter de la fin de la période de garantie

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations du Titulaire

4.1.1 Obligation de résultat

La prestation, objet du présent marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité est assortie d'une obligation de résultat.

Le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer la prestation relative au présent marché et respecter cette obligation de résultat.

4.1.2 Obligation de conseil

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution de la prestation qui lui est dévolue au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

4.2 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché, ainsi que les moyens définis ci-après.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le Titulaire s'engage à ce que l'Équipement soit livré dans un emballage constitué de matières recyclées ou recyclables.

Dans le cadre de la démarche en cours du LSCE de réduire son empreinte environnementale et carbone tout favorisant la Qualité au travail du personnel du LSCE ainsi que de tout intervenant ou collaborateur, le titulaire est tenu de respecter ses engagements détaillés dans son offre à savoir :

- Tout dispositif visant à réduire la quantité de consommables utilisés (gaz, électricité, torches, cônes, etc.) et la robustesse de l'Équipement ou de son électronique ;
- Les éléments décrivant une baisse de la consommation énergétique de l'Équipement par rapport aux générations précédentes ;
- Son engagement sur la réduction des gaz à effet de serre à travers, par exemple, la démonstration d'un coût carbone réduit pour la production de l'Équipement, des mécanismes de compensation carbone, l'engagement à assurer la maintenance et la disponibilité de pièces de rechange sur une longue durée, des procédures de recyclage des pièces et d'équipements, l'assurance de la robustesse de l'Équipement sur la longue durée incluant les parties informatiques et l'électroniques, etc ;
- Toute labélisation ou certification qu'il aurait obtenu.

ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE

Le Titulaire s'engage, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou

participant de manière directe ou indirecte au marché en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché.

Le Titulaire doit démontrer son engagement à générer un environnement de travail inclusif, ouvert à la diversité, sensible aux communautés défavorisées ou discriminées, et qui met en place un management bienveillant pour promouvoir le développement et l'épanouissement de ses collaborateurs, à travers par exemple une politique de formation volontariste ;

Le Titulaire doit démontrer que l'Équipement fourni est fabriqué dans des conditions de travail socialement satisfaisantes. Les sites de production, tout au long de la chaîne de fabrication et de commercialisation, respectent notamment les 8 conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail.

ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

7.1 Conformité aux normes

L'Équipement devra être conforme aux normes de sécurité en vigueur en France et notamment de sécurité électrique (électrisation et échauffement). Elle présentera une sécurité absolue de fonctionnement et de fiabilité, compte tenu de l'utilisation envisagée. Elle devra être en tous points conformes aux dispositions réglementaires prises en application du code du travail.

Tout élément de l'Équipement sera accompagné de sa documentation technique complète en langue française ou à défaut en anglais et en particulier des prescriptions et consignes d'installation, de mise en service et d'utilisation. Seront également joints, les certificats de conformité d'épreuves et toutes attestations spécifiques ou réglementaires relatifs à l'Équipement.

7.2 Connaissance des lieux et de l'environnement

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du présent marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables, avoir relevé sur place ou avoir demandé au CEA tous les renseignements

complémentaires qui lui sont nécessaires pour établir son prix forfaitaire, notamment en ce qui concerne le contexte spécifique du présent marché.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités de la prestation.

7.3 Enlèvement des déchets

Pour évacuer les déchets conventionnels, le Titulaire s'engage à respecter les dispositions mentionnées dans la consigne référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 visée à l'article 2 du marché.

En particulier l'enlèvement éventuel des déchets ainsi que celui des matériaux et matériels déposés ne pourra intervenir qu'après contrôle par le Service de Protection contre les Rayonnements et de surveillance de l'Environnement (SPRE) du CEA Paris-Saclay et passage obligatoire au portique de radiodétection du CEA Paris-Saclay.

7.4 Horaires

7.4.1 Les horaires d'ouverture du CEA Paris-Saclay sont de 7h00 à 20h45 pour le site de Saclay et de 7h30 à 20h00 pour le site de Fontenay-aux-Roses, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Pour l'année 2025, ces derniers sont les suivants :

- Vendredi 2 mai,
- Vendredi 9 mai,
- Vendredi 30 mai,
- Lundi 11 août au jeudi 14 août,
- Mercredi 24 décembre au mercredi 31 décembre

Pour les années suivantes, les autres jours de fermeture seront communiqués au Titulaire, à sa demande, en début d'année.

7.4.2 Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 8h30 à 17h10, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable du Chef d'installation.

7.5 Personnel du Titulaire

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 au présent marché.

ARTICLE 8 - QUALITE

Le Titulaire appliquera les règles relatives aux normes ISO 9001 et ISO 14001 (dernières versions en vigueur).

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système Qualité. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du système Qualité sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES DOCUMENTAIRES

9.1 Fourniture de l'Équipement

Au titre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables documentaires mentionnés dans les Spécifications Techniques, notamment :

- ❖ La documentation technique complète en langue française ou anglaise de l'Équipement et en particulier les prescriptions et les consignes d'installation, de mise en service, de maintenance et d'utilisation,
- ❖ Les supports de formation,

- ❖ Une sauvegarde intégrale des logiciels associés au fonctionnement de l'équipement
- ❖ Les licences de tous les logiciels fournis
- ❖ Les procès-verbaux rédigés par le titulaire après les tests réalisés par les deux parties.
- ❖ Le programme d'essais sur site,
- ❖ Les supports de formation,
- ❖ Procès-verbaux des contrôles :
 - De fabrication (soudage, traitement de surface, matière, tests mécaniques, dimensionnels, ...),
 - Des contrôles techniques en usine,
 - Des essais de fonctionnement de l'Équipement sur site.

9.2 Interventions lors de la garantie et de la maintenance

Chaque intervention du Titulaire sur l'Équipement, dans le cadre de la garantie et de la maintenance préventive ou de la maintenance corrective donnera lieu à l'établissement d'un rapport d'intervention, rappelant la prestation effectuée, les pièces remplacées ou qui seront à changer ultérieurement et précisant éventuellement les renseignements ou conseils techniques nécessaires à un bon fonctionnement de l'Équipement.

Ces rapports, établis par le Titulaire en deux exemplaires, seront signés par le Titulaire et par le CEA.

Le Titulaire sera responsable de la bonne exécution technique et matérielle des prestations à sa charge dans le cadre du présent marché. Toute prestation reconnue défectueuse sera reprise par le Titulaire dans les délais les plus brefs et à ses frais.

9.3 Validation des livrables

Le Titulaire soumettra les livrables à la validation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA disposera d'un délai de 10 jour ouvré à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prendra en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de 8 jours ouvrés. Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

9.4 Format et support des livrables

Tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Les livrables, transmis au CEA pour validation, seront remis en un exemplaire sous format électronique (dans une version modifiable et une version non modifiable type pdf).

Les livrables validés seront remis au CEA sous la forme d'un exemplaire sous format électronique.

9.5 Archivage

Le Titulaire archivera les dossiers remis pendant une durée minimale de 10 ans. Au-delà de cette période, aucun document ne pourra être détruit sans l'accord préalable écrit du CEA.

De même, le Titulaire sauvegardera à l'identique les données relatives aux dossiers précités, de sorte qu'il soit en mesure de fournir un exemplaire supplémentaire sous format électronique sur demande du CEA.

9.6 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché quelle qu'en soit la raison.

ARTICLE 10 - INTERLOCUTEURS (A COMPLETER PAR LE SOUMISSIONNAIRE)

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

Fonction	Nom	Tél	Mail
Pour le CEA :			
Chef de service "Archive et Traceurs" au LSCE	M. Eric DOUVILLE	01.69.08.22.57	eric.douville@cea.fr

Référent Technique au LSCE	M. Arnaud DAPOIGNY	01.69.08.04.70	arnaud.dapoigny@cea.fr
Pour le Titulaire :			
Responsable technique	xxxxxx	xx xx xx xx xx	xxx@xxx
Responsable maintenance	xxxxxx	xx xx xx xx xx	xxx@xxx
Assistance maintenance	xxxxxx	xx xx xx xx xx	xxx@xxx

Les interlocuteurs du Titulaire, désignés ci-avant, ont qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où le personnel de maintenance (ces responsables ou un membre de l'équipe), serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes.

ARTICLE 11 - ESSAIS ET CONTROLES TECHNIQUES EN USINE

L'Équipement fourni par le Titulaire au titre du présent marché fera l'objet d'essais et de contrôles techniques en usine qui auront pour but de constater que ledit Équipement atteint les performances et les caractéristiques figurant dans les Spécifications Techniques précitées.

Ces essais et contrôles techniques seront effectués par le Titulaire potentiellement en présence d'un représentant CEA. Le Titulaire est tenu d'aviser le CEA Paris-Saclay quinze (15) jours ouvrés à l'avance de la date prévue pour ces essais et contrôles.

Ces essais et contrôles techniques, dont la date sera fixée d'un commun accord, seront contradictoires et donneront lieu à la signature d'un procès-verbal entre les responsables du Titulaire et du CEA.

Il ne dégagera en rien la responsabilité du Titulaire jusqu'au prononcé de la réception.

ARTICLE 12 - LIVRAISON

Les livraisons sont soumises à l'accord préalable et écrit du CEA, étant entendu que chaque livraison interviendra après acceptation des essais et contrôles en usine par le CEA. L'équipement sera livré dans un emballage constitué de matières recyclées ou recyclables

Equipement en provenance de France ou Union Européenne pour le CEA Paris-Saclay

Le Titulaire prend à sa charge les coûts associés au transport, l'emballage, l'assurance et le déchargement sur le site du CEA Saclay, bâtiment 714 de l'Orme des Merisier, 91191 Gif-sur-Yvette, entre 7 heures 30 et 15 heures au plus tard, étant précisé que le transfert de risque s'opère au moment du transfert de propriété.

Chaque colis doit être accompagné d'un bon de livraison et d'un bon de transport, placés à l'extérieur du colis.

Le bon de livraison doit comporter, au minimum, les informations suivantes :

le nombre de colis

le n° de commande (4000XXXXXX) et le destinataire final :

DAPOIGNY Arnaud /LSCE

01.69.08.04.70

Bâtiment 714 Pièce 51A

Le bon de transport doit préciser le(s) n° de bon(s) de livraison (se rapportant à une commande unique) ainsi que le nombre de colis.

Le titulaire devra prendre contact avec le CEA avant de valider la livraison pour obtenir une autorisation d'entrée sur site.

Equipement en provenance d'un pays hors UE livré à Saclay :

Les opérations de dédouanement étant confiées au transitaire en douane du CEA, le Titulaire devra envoyer aux adresses mails du déclarant en douane douane.lesulis@gondrand.fr ,

herve.madec@gondrand.fr ainsi qu'au CEA Paris-Saclay (Douane.paris-saclay@cea.fr), préalablement à l'importation en France, une copie de sa facture indiquant :

- ❖ Le numéro de commande du CEA 4000....
- ❖ Le numéro EORI du CEA Paris-Saclay (FR 775 685 019 00488)
- ❖ Le code douanier au niveau SH (6 chiffres)
- ❖ La description précise de la marchandise

L'équipement commandé dans le cadre du présent marché est livré selon l'Incoterm DAP – Société Gondrand, Les Ulis - Incoterms® ICC 2020 à l'adresse suivante :

la société GONDRAND

ZA de Courtaboeuf-
3 avenue de l'Amazonie
91940 Les ULIS-FRANCE.

Pour le compte du CEA Paris /Saclay
LSCE bâtiment 714 pièce 51A
À l'attention de M DAPOIGNY Arnaud

Une copie de la facture indiquant le numéro de commande CEA n°4000.....sera obligatoirement jointe avec le bordereau d'expédition.

Les dispositions applicables pour les formalités douanières sont mentionnées à l'article « Régime fiscal et douanier » ci-après.

ARTICLE 13 - INSTALLATION ET ESSAIS SUR SITE

13.1 Installation

La prestation de montage est régie par les dispositions de l'article 32.2 des CGA et sera réalisée par le Titulaire au bâtiment 714 du CEA Paris-Saclay sur le site de l'Orme des Merisiers.

Le titulaire devra prévenir le CEA deux semaines avant le jour de l'installation afin que les documents nécessaires au raccordement électrique des équipements soient renvoyés au CEA avant le jour de l'intervention. Avant le début de la prestation de montage sur site, le personnel du Titulaire devra se présenter auprès du Chef d'installation afin d'obtenir son autorisation de travail sur site. En fin de prestations, le Titulaire procédera au nettoyage de l'emplacement de son chantier afin de le laisser dans un parfait état de propreté

13.2 Essais sur site

Les essais sur site de l'Équipement seront effectués conformément aux prescriptions définies notamment par les Spécifications Techniques citées à l'article 2 du présent marché, ainsi qu'aux dispositions de l'article 32.4 des CGA.

Ces essais seront réalisés par le Titulaire conformément au programme d'essais soumis à l'accord préalable du CEA un mois avant la réalisation des essais.

ARTICLE 14 - FORMATION DU PERSONNEL CEA

Le Titulaire assurera la formation du personnel CEA chargé d'utiliser l'Équipement, ses accessoires et ses outillages associés, conformément aux dispositions prévues dans les Spécifications Techniques visées à l'article 2.

Le Titulaire s'engage à fournir, lors de l'exécution des prestations de formation des utilisateurs, toute la documentation, rédigée en langue française ou à défaut en anglais, associée à ces prestations et notamment les supports individuels. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

ARTICLE 15 - RECEPTIONS**15.1 Réception de l'Équipement**

La réception sera prononcée après livraison, mise en service, essais sur site satisfaisants et acceptation par le CEA de l'Équipement et de l'ensemble des livrables établis en exécution du marché, conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

La réception, prononcée sans réserve, emporte transfert de propriété de l'Équipement au bénéfice du CEA.

15.2 Réception des prestations de maintenance

La réception des prestations de maintenance sera prononcée annuellement à l'acceptation par le CEA des prestations et des livrables correspondants, conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties

ARTICLE 16 - GARANTIE

16.1 Garantie de l'Equipement

16.1.1 Durée de la garantie

La garantie (pièces, main-d'œuvre et déplacements) d'une durée de VINGT-QUATRE (24) mois à compter de la date de réception, portera sur l'ensemble de l'Equipement, y compris les parties éventuellement sous-traitées, et s'exercera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La durée de la garantie de l'Equipement sera prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels l'Equipement n'aura pas pu être utilisé ou utilisé de manière incomplète par le CEA.

16.1.2 Périmètre de la garantie

La garantie couvrira la recherche des causes d'erreurs et de non-conformités, y compris le non-respect des performances visées dans les Spécifications Techniques. La garantie s'appliquera également aux modifications effectuées par le Titulaire.

Au cas où le CEA apporterait sans l'autorisation du Titulaire des modifications à l'Equipement pendant la période de garantie, seules les non-conformités ou erreurs apparaissant sur une version non modifiée de l'Equipement seront garanties. De même, la garantie ne pourra s'exercer en cas d'utilisation par le CEA non conforme aux instructions du Titulaire.

16.1.3 Délais d'intervention pendant la garantie

Pendant la période de garantie de l'Equipement, le Titulaire s'engage à intervenir dans les délais suivants :

- En cas d'anomalie bloquante, le Titulaire interviendra dans un délai de 2 jours ouvrés, faisant suite à l'appel du CEA,
- En cas d'anomalie semi-bloquante, le Titulaire interviendra dans un délai de 3 jours ouvrés, faisant suite à l'appel du CEA,
- En cas d'anomalie non bloquante, le Titulaire interviendra dans un délai de 5 jours ouvrés, faisant suite à l'appel du CEA.

Dans tous les cas, le Titulaire s'engage formellement à résoudre ou faire résoudre à ses frais les non-conformités ou erreurs constatées dans les délais les plus brefs, et en tout état de cause, à avoir

mis en place une solution permettant de contourner les anomalies bloquantes dans les 2 jours ouvrables, faisant suite à l'appel du CEA et les anomalies semi-bloquantes dans les 3 jours ouvrables. Cette solution ne libère pas le Titulaire de son obligation de résoudre les anomalies et les non-conformités.

On entend par :

- Anomalie bloquante : toute anomalie rendant impossible l'utilisation de tout module de l'Équipement,
- Anomalie semi-bloquante : toute anomalie ne permettant le fonctionnement de tout module de l'Équipement que pour une partie de ses fonctionnalités,
- Anomalie non-bloquante : toute anomalie permettant de poursuivre l'exploitation complète de l'Équipement dans l'ensemble de ses fonctionnalités, même si cela se fait au moyen d'une procédure inhabituelle.

16.2 Garantie des interventions sur l'Équipement

Chaque intervention sur l'Équipement dans le cadre de la garantie et de la maintenance de celui-ci (pièces détachées, main-d'œuvre et déplacements) fera l'objet d'une garantie d'une durée de DOUZE (12) mois à compter de la date de réception de ladite intervention. Elle s'exercera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La durée de cette garantie sera prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels l'Équipement n'aura pas pu être utilisé ou utilisé de manière incomplète par le CEA du fait de cette intervention.

- 16.3** Le Titulaire s'engage à maintenir la connaissance de l'Équipement et la disponibilité des pièces détachées correspondantes pendant une durée minimum de 10 (dix) ou 15 (quinze) ans à compter de la date de réception de l'Équipement, afin de pouvoir répondre de manière satisfaisante à d'éventuelles demandes d'entretien ou de réparation.

Le soumissionnaire indiquera la durée minimum de disponibilité des pièces détachées. Cet élément sera intégré dans l'analyse des offres

ARTICLE 17 - MAINTENANCE DE L'EQUIPEMENT (OPTION 4)

17.1 Durée de la maintenance de l'Équipement

La maintenance d'une durée de Trois (3) ans à compter de la date de fin de la période de garantie de l'Équipement, portera sur l'ensemble de l'Équipement ou les sous-ensembles de l'Équipement concernés, y compris les parties éventuellement sous-traitées, et s'exercera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La durée de la maintenance sur l'ensemble de l'Équipement sera prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels l'Équipement n'aura pas pu être utilisé ou utilisé de manière incomplète par le CEA.

17.2 Périmètre de la maintenance de l'Équipement

17.2.1 Maintenance préventive

Dans le cadre de la part forfaitaire du présent marché, la maintenance préventive de l'Équipement comprend autant que de besoin la main d'œuvre, le remplacement des pièces détachées, les consommables, les déplacements, les mises à jour des logiciels et une assistance téléphonique.

A ce titre, le Titulaire réalisera à minima une visite annuelle d'entretien préventif sur l'Équipement. Cet entretien préventif est destiné à assurer le fonctionnement de l'Équipement dans ses caractéristiques d'origine et de réduire le risque de panne au minimum. Au cours de cet entretien préventif, le Titulaire procédera notamment :

- ❖ À l'inspection minutieuse de l'Équipement,
- ❖ Au nettoyage, au réglage et à la vérification des divers éléments,
- ❖ Aux contrôles et modifications de sécurité mécaniques et électriques, - au remplacement de toute pièce détachée et de tout sous-ensemble défectueux,
- ❖ Aux mises à jour techniques préconisées pour accroître la fiabilité et la sécurité de l'Équipement,
- ❖ Aux mises à jour des logiciels acquis avec l'Équipement (n'apportant pas d'extension des fonctions des appareils), - au contrôle du bon fonctionnement de l'ensemble,
- ❖ Aux inspections de sécurité,
- ❖ À la remise d'un rapport d'intervention mentionnant les opérations effectuées dans le cadre de la maintenance préventive.

17.2.2 Maintenance corrective

La maintenance corrective couvrira la recherche des causes d'erreurs et de non-conformités, y compris le non-respect des performances visées dans les Spécifications Techniques, dont le CEA pourra attester de la manifestation, et leurs corrections.

Dans le cadre de la part forfaitaire du présent marché, la maintenance corrective de l'Équipement comprend autant que de besoin la main d'œuvre, les déplacements, les logiciels, les mises à jour des logiciels et une assistance téléphonique.

17.2.3 Délais d'exécution pendant la maintenance

Pendant la période de maintenance de l'Équipement, le Titulaire s'engage à fournir une assistance (par téléphone ou par courriel) sous 24 heures et :

- En cas d'anomalie bloquante, le Titulaire interviendra dans un délai de 2 jours ouvrés, faisant suite à l'appel du CEA,
- En cas d'anomalie semi-bloquante, le Titulaire interviendra dans un délai de 3 jours ouvrés, faisant suite à l'appel du CEA,
- En cas d'anomalie non bloquante, le Titulaire interviendra dans un délai de 5 jours ouvrés, faisant suite à l'appel du CEA.

Le Titulaire s'engage à fournir impérativement un planning de résolution à compter du 1^{er} jour de son intervention sur site

Au titre de la maintenance, le Titulaire sera amené à intervenir sur le site du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00.

En outre, le Titulaire s'engage à assurer une assistance téléphonique (hotline) ou par courriel, du lundi au vendredi de 9h00 à 17h00.

On entend par :

- ❖ Anomalie bloquante : toute anomalie rendant impossible l'utilisation de l'Équipement,
- ❖ Anomalie semi-bloquante : toute anomalie ne permettant le fonctionnement de l'Équipement pour une partie de ses fonctionnalités,
- ❖ Anomalie non-bloquante : toute anomalie permettant de poursuivre l'exploitation complète de l'Équipement dans l'ensemble de ses fonctionnalités, même si cela se fait au moyen d'une procédure inhabituelle, ou au détriment de la qualité de certaines.

- 17.2.4 En cas de réparation chez le Titulaire celui-ci est responsable de la garde et de l'emploi de l'Equipement ou partie de l'Equipement, propriété du CEA, à compter de sa prise en charge sur le site CEA et après signature d'un procès-verbal émis par le CEA et signé contradictoirement par les Parties.

Les risques seront de nouveau transférés au CEA au moment de la signature contradictoire par les Parties du procès-verbal de retour de l'Equipement ou partie de l'Equipement sur le site de Saclay.

Le délai de réparation dans les locaux du Titulaire ne pourra pas être supérieur à un (1) mois à compter de sa prise en charge. Le Titulaire aura à sa charge tous les frais liés au transport de l'Equipement ou partie de l'Equipement (aller/retour).

- 17.2.5 La maintenance s'appliquera également aux modifications effectuées par le Titulaire.

17.2.6 *Assistance téléphonique ou électronique*

Le Titulaire assurera au CEA une assistance téléphonique ou électronique illimitée, dans les 48 heures ouvrées suivant l'appel du CEA, de 8h00 à 18h00, dans le but de réduire les temps d'interruption de fonctionnement, en cas de panne simple.

17.2.7 *Réparations en atelier*

S'il le juge nécessaire, le Titulaire pourra, exceptionnellement et avec l'accord du CEA faire effectuer les réparations dans ses ateliers ou dans ceux de ses sous-traitants.

Dans ce cas, le Titulaire sera responsable du matériel, dans les conditions fixées à l'article 19 des CGA, dès la prise en charge de l'Equipement pour emballage et transport et jusqu'à son retour au CEA/Saclay après réparation. Les frais d'emballage, de transport et d'assurance sont à la charge du Titulaire.

17.3 Contrôle de l'exécution des prestations dans le cadre de la maintenance

Chaque intervention du Titulaire, dans le cadre de la maintenance, donnera lieu à l'établissement d'un rapport d'intervention, rappelant la prestation effectuée, les pièces remplacées ou qui seront à échanger ultérieurement et précisant éventuellement les renseignements ou conseils techniques nécessaires à un fonctionnement optimal de l'Equipement.

Ces rapports, établis par le Titulaire en deux exemplaires, seront signés par le Titulaire et par le CEA.

17.4 Garantie des pièces détachées

Les pièces détachées et sous-ensembles fournis dans le cadre de la maintenance, en remplacement des pièces défectueuses, seront garantis 12 mois à compter de leur date de réception sur le site du CEA. Les dispositions relatives à la garantie figurent au chapitre 11 des CGA.

La date de démarrage de la garantie des pièces détachées sera précisée sur la fiche d'intervention remise au service utilisateur.

ARTICLE 18 - DELAIS D'EXECUTION

18.1 Délais d'exécution

T0 étant la date de signature par les Parties du présent marché, le Titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution mentionnés ci-après :

- Fin des contrôles et essais en usine satisfaisants T0 + XX semaines,
- Livraison T0 + XX semaines (T1),
- Réception sans réserves T1 + XX semaines (T2),
- Fin de la garantie T2 + 24 mois (T3),
- Maintenance de l'Equipement (optionnel) T3 + 3 années.

18.2 Les délais d'exécution associés à la garantie et la maintenance de l'Equipement sont précisés respectivement aux articles 16 et 17 supra.

ARTICLE 19 - REUNIONS

19.1 Pour suivre l'exécution du marché, les Parties tiendront des réunions, dans les locaux du CEA ou par visioconférence, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

19.2 Réunion d'enclenchement

Une réunion d'enclenchement sera effectuée dans les locaux du CEA Paris-Saclay ou en visioconférence, au plus tard deux semaines après la signature du marché.

Lors de cette réunion, le Titulaire devra notamment proposer un planning des échéances (réunions, points d'arrêt, etc.) qu'il juge nécessaires pour suivre la bonne exécution du marché. Ce planning devra être accepté par le CEA avant tout commencement des prestations.

19.3 Réunions de suivi en cas de partenariat

Dans le cadre de l'exécution du partenariat, des réunions de suivi pourront être organisées, en présentiel ou en distanciel, pour discuter des éléments suivants :

- ❖ Bilan annuel du partenariat et des avancées : Une réunion annuelle pourra être tenue pour faire un point complet sur le partenariat, évaluer les éléments réalisés au cours de l'année écoulée et déterminer les actions à entreprendre pour l'année suivante.
- ❖ Maintenance et accès aux publications : Des réunions pourront être planifiées pour faire un suivi sur la maintenance des systèmes, des infrastructures ou des services concernés, ainsi que sur l'accès aux publications ou autres éléments nécessaires pour le titulaire, afin de garantir leur bon fonctionnement.
- ❖ Actions communes réalisées : Des réunions pourront également être organisées pour discuter des actions communes menées dans le cadre du partenariat, pour évaluer leur efficacité et proposer des améliorations éventuelles ou de nouvelles initiatives.

Ces réunions de suivi seront l'occasion de garantir la bonne exécution du contrat, de répondre aux éventuels ajustements nécessaires et de maintenir une collaboration fluide entre les parties

19.4 Compte-rendu

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour acceptation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, par accord dûment signé par l'interlocuteur technique du CEA, ce compte-rendu sera diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne pourra faire l'objet d'une diffusion.

ARTICLE 20 - MONTANT

20.1 Montant total du marché (à compléter par le soumissionnaire)

Le montant total du marché est plafonné à la somme de€ HT
(.....EUROS HORS TAXES), en cas de levée des options.

20.2 Montant de la partie forfaitaire

20.2.1 Partie ferme (à compléter par le soumissionnaire)

Le montant total des prestations de la partie ferme est fixé à la somme forfaitaire et ferme de € HT (..... HORS TAXES).

Ce montant se décompose comme suit :

- ❖ Fourniture du matériel (étude, équipement, logiciel, documentation) ---- € HT
- ❖ Emballage et livraison dans les locaux du CEA..... ---- € HT
- ❖ Installation, mise en service de l'équipement dans les locaux du CEA ---- € HT
- ❖ Contrôles et essais sur site ---- € HT
- ❖ Formation du personnel ---- € HT
- ❖ Garantie 24 mois à compter de la réception de l'équipement ---- € HT

Le prix de l'Équipement DAP – Société Gondrand, Les Ulis - Incoterms® ICC 2020.

20.2.2 Partie optionnelle

Le montant des options est fixé à la somme forfaitaire et révisable de€ HT
(.....HORS TAXES), décomposée comme suit :

- -----€ H.T. ferme pour l'**Option 1** relative au module doté d'une cellule de collision-réaction,
- ----- € H.T. ferme pour l'**Option 2** relative au filtre MS/MS
- ----- € H.T. ferme pour l'**Option 3** relative au module doté d'une cellule de collision-réaction + Filtre MS/MS
- ----- € HT ferme pour l'**Option 4** relative à la maintenance préventive et corrective pour 3 ans à compter de la fin de la période de garantie décomposé comme suit :
 - ----- € HT pour la maintenance de l'année 1
 - ----- € HT pour la maintenance de l'année 2
 - ----- € HT pour la maintenance de l'année 3

Partie optionnelle (options 1 à 3 bis) différée 1 à 2 ans

- -----€ H.T. ferme pour l'**Option 1 bis** relative au module doté d'une cellule de collision-réaction,
- ----- € H.T. ferme pour l'**Option 2 bis** relative au filtre MS/MS
- ----- € H.T. ferme pour l'**Option 3 bis** relative au module doté d'une cellule de collision-réaction + Filtre MS/MS

20.3 Caractère des prix

Les prix mentionnés à l'article « Montant » sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de mai (mois de remise de l'offre). Le montant de l'Équipement visé à l'article 20 *supra* a un caractère non révisable. Le montant de la maintenance a un caractère non révisable.

ARTICLE 21 - REGIME FISCAL ET DOUANIER

21.1 Régime fiscal

Dans le cas d'un achat par le CEA en provenance de la France et l'UE

Le présent marché est soumis à la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur.

En vertu de l'article 269,2-a du CGI modifié par l'article 30 de la loi 2021-1900 du 30 décembre 2021, les acomptes encaissés à compter du 1er janvier 2023, seront soumis à la TVA.

Pour les prestations de maintenance, chaque terme de paiement sera assorti de la TVA et le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

Dans le cas d'un achat par le CEA en provenance d'un pays hors UE

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Le fait générateur se produit au moment de la réception de de l'équipement.

21.2 Formalités douanières

Dans le cas d'un achat par le CEA en provenance de l'UE.

Le montant de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) sera acquitté directement par le CEA auprès du Trésor Public après l'introduction de l'Equipement sur le territoire français.

Dans le cas d'un achat par le CEA en provenance d'un pays hors UE

Le CEA acquittera la TVA d'importation directement auprès de la Douane française.

Le CEA, Etablissement Public de recherche, peut bénéficier d'une franchise des droits de douane pour les instruments et appareils scientifiques, pièces de rechange, éléments, accessoires et outils spécifiques (règlement CE n° 1186/2009), sous réserve que les caractéristiques techniques et les résultats attendus soient exclusivement ou principalement liés à la réalisation d'activités scientifiques et sous réserve que les importations considérées soient sans but lucratif.

De ce fait, le Titulaire s'engage à fournir, en temps utiles, tous les documents nécessaires au dépôt par le CEA de la demande de franchise de droits de douane.

Il s'oblige à indiquer sur les documents commerciaux (contrat, facture), le numéro de nomenclature statistique d'identification du produit, son origine douanière (identification de la plaque du constructeur, ex : fabriqué aux USA), ainsi que le pays de dernière provenance.

Dès la signature du présent marché, le Titulaire s'engage à informer le CEA de la date prévue pour l'expédition, afin que celui-ci puisse instruire la demande de franchise de droits de douanes avant le dépôt de la déclaration d'importation. A défaut, le montant des droits de douane indûment payés par le CEA, en qualité d'importateur, restera à la charge exclusive du Titulaire.

Le dédouanement des marchandises sera pris en charge par le déclarant en douane du CEA PARIS-SACLAY I :

La société GONDRAND
ZA de Courtaboeuf-
3 avenue de l'Amazonie
91940 Les ULIS-FRANCE.

Pour le compte du CEA Paris /Saclay
LSCE bâtiment 714 pièce 51A
À l'attention de M DAPOIGNY Arnaud

Afin de ne pas bloquer la marchandise pour des retards de transfert documentaires douaniers, le Titulaire s'engage à prévenir par mail Marion BOYER/ CEA Paris-Saclay (Douane.paris-saclay@cea.fr) et le déclarant en douane du CEA herve.madec@gondrand.frr et douane.lesulis@gondrand.frr du départ de la marchandise en joignant une copie de la facture accompagnant le transport et en indiquant les numéros de la LTA (Lettre de Transport Aérien, ou AWB Air Way Bill) en cas de transport aérien ou une copie du connaissement (Bill of Lading) en cas de transport maritime.

ARTICLE 22 - CONDITIONS DE FACTURATION

22.1 Partie forfaitaire

22.1.1 Facturation de l'Equipement

Le montant de l'Equipement sera facturé par le Titulaire, conformément à l'échéancier suivant :

- 40 % du montant HT de l'Equipement et les taxes correspondantes à la fin des tests en usines validant les spécifications attendues.
- 30 % du montant HT de l'Equipement et les taxes correspondantes après à la livraison de l'Equipement,
- 30 % du montant HT de l'Equipement et le solde des taxes à la signature, par les deux Parties, du procès-verbal de réception sans réserve,

22.1.2 Echéancier de facturation des prestations de maintenance

Les montants des prestations relatives à la maintenance de l'Equipement seront facturés annuellement à terme échu après acceptation par le CEA des prestations correspondantes.

22.2 Modalités de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Les pièces justificatives attestant de l'acceptation des prestations par le CEA (PV signés des deux Parties, bon de livraison...) doivent être transmises en même temps que les factures via CHORUS PRO.

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- ❖ Le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- ❖ Le code service : SAC-C,
- ❖ Le numéro de commande (n°4000XXXXXX).

A rajouter en cas d'achats hors UE

- ❖ Le numéro EORI du CEA Paris-Saclay : FR 775 685 019 00488 ;
- ❖ Le code douanier au niveau SH (6 chiffres) ;
- ❖ Description précise de la marchandise.

ARTICLE 23 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA, pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

ARTICLE 24 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.

Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet.

ARTICLE 25 - PROPRIETE DES OUTILLAGES

Conformément aux dispositions de l'article 19 des CGA, les outillages, modèles ou programmes de fabrication réalisés pour l'exécution du présent marché sont la propriété du CEA. Ils sont conformes aux règles d'hygiène et de sécurité visées dans le code du travail. Leur utilisation sera réservée uniquement aux marchés confiés par le CEA ou à ceux des sous-traitants désignés par le Titulaire et acceptés par le CEA. Ils ne pourront être employés à d'autres usages qu'avec l'accord préalable et écrit du CEA.

Ces outillages, modèles ou programmes de fabrication seront marqués « Propriété CEA » et entreposés de telle sorte qu'ils puissent être identifiés sans contestation possible. Il en sera tenu deux livres d'inventaire, l'un par le CEA, l'autre par le Titulaire.

Le Titulaire assure la garde des outillages, modèles ou programmes qu'il a réalisés pendant une durée de 10 ans à compter de la signature du procès-verbal de réception. Pendant toute cette durée, ils seront remis au CEA à première demande écrite de sa part.

ARTICLE 26 - PENALITES

26.1 Pénalités pour retard d'exécution relatif à l'Equipement

Si le Titulaire ne réalise pas les délais d'exécution prévus à l'article « Délais d'exécution », celui-ci sera redevable d'une pénalité de 2/1000 (DEUX POUR MILLE) du montant total hors taxes de l'Equipement par jour de calendrier de retard constaté à compter de la date contractuelle.

26.2 Pénalités pour retard d'exécution lors des prestations de garantie et de maintenance de l'Equipement

En cas de retard du Titulaire sur les délais d'intervention ou de résolution prévus aux articles « Garantie de l'Equipement » et « Maintenance de l'Equipement » du présent marché, celui-ci sera passible d'une pénalité de 150 EUROS par jour ouvré de retard constaté à compter de la date contractuelle.

26.3 Modalités d'application des pénalités et plafond

Les pénalités définies dans le présent article sont :

- Toutes cumulables,
- Applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- Cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du marché.

Fait à Saclay,

en deux exemplaires originaux,

Pour le CEA,

Signature :

Date :

Pour le Titulaire,

Signature :

Date :

ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE

1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel

- 1.1 Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment :

- ❖ Aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- ❖ Au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants),
- ❖ Aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,
 - Il est précisé que l'accès au Centre de personnel âgé de moins de 18 ans requiert l'accord de la Direction du Centre Paris-Saclay.

1.2 Lutte contre le travail dissimulé et respect de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- ❖ Lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- ❖ Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

2. Habilitation - Certification

Le Titulaire s'engage à fournir à la Direction du CEA Paris-Saclay, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA Paris-Saclay (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc....) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

3. Accès au Centre

3.1 *Demande d'accès (Laissez-Passer Entreprise Extérieure Prestataire)*

L'accès du personnel du Titulaire est subordonné à la remise d'une demande d'autorisation d'accès aux centres du CEA (DAASC) accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives en format original et à l'obtention d'un avis de sécurité.

En conséquence, pour toute arrivée de personnel et quel que soit le statut contractuel de l'employé (CDI, CDD, intérimaire), le Titulaire doit procéder aux démarches mentionnées ci-dessous dans les délais suivants :

- ❖ 4 semaines avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel de l'Union Européenne (U.E.),
- ❖ Trois mois avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel hors Union Européenne (U.E.).

3.2 *Liste des employés du Titulaire*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le Titulaire transmet au Chef d'installation le formulaire de DAASC dûment complété pour chaque employé et confirme au Chef d'installation la liste des employés chargés de l'exécution des prestations pour l'établissement des fiches professionnelles nominatives (FPN).

Le Titulaire fait connaître au CEA les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité et qualification des employés qu'il affectera à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché.

En cas d'utilisation par le Titulaire, ou ses sous-traitants, de personnel intérimaire dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à présenter au Chef d'installation, en complément des éléments ci-dessus, le marché d'intérim de chaque employé.

La liste du personnel ainsi communiquée au CEA pour autorisation d'accès sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'employés soient munis de l'autorisation d'accès afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser que le personnel ainsi autorisé, et à retirer, sans délai, tout employé dont l'autorisation est refusée ou annulée par le CEA sans qu'elle puisse arguer de ce fait pour excuser quelque défaillance que ce soit dans ses obligations.

Délivrance du badge d'accès

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le personnel du Titulaire devra se présenter à l'accueil des entreprises à la Porte Nord (U.A. : Unité d'Accueil) muni des pièces suivantes :

Pour le personnel de l'Union Européenne :

- ❖ Le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC)
- ❖ Une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour);
- ❖ L'attestation d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivrée par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité correspondant au classement radiologique.

Pour le personnel hors Union Européenne :

- ❖ Le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC) accompagné d'une photographie ;
- ❖ Le titre de séjour,
- ❖ L'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité.

3.3 *Retrait du droit d'accès et de personnel du Titulaire*

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le droit d'accès d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifiera sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au marché.

Le Titulaire devra avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait d'un des employés normalement affectés à l'exécution du marché.

Tout retrait du personnel du Titulaire doit s'accompagner de la restitution du badge d'accès (sauf s'il y a d'autres accès pour d'autres marchés au même moment sur le même centre).

Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

4. Traitement des données personnelles des salariés du Titulaire

Toutes données personnelles des employés du Titulaire collectées, détenues ou autrement traitées par le CEA dans le cadre du présent marché respecteront la législation applicable en matière de protection des données, en ce compris mais sans s'y limiter, le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement EU 2016/679) (le « RGPD »). En conséquence, le CEA aura en charge de :

- ❖ Mettre en place les mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour s'assurer de la protection des données collectées et le cas échéant traitées dans le cadre du présent marché,
- ❖ Traiter les données personnelles comme des informations confidentielles appartenant au Titulaire et uniquement traiter lesdites données pour permettre l'entrée du personnel du Titulaire sur le site du CEA et, si nécessaire, délivrer les badges d'accès, gérer les droits d'accès aux installations et éventuellement aux moyens informatiques et techniques auxquels ils devront accéder, vérifier les titres, permis et habilitations nécessaires à leur activité sur ce site, et faire réaliser l'enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé sur le site,
- ❖ S'assurer que toutes personnes autorisées à accéder aux données personnelles sont soumises à une obligation de confidentialité et bénéficient d'une formation adéquate pour se conformer à cette obligation,
- ❖ Et conserver une traçabilité du traitement des données en conformité avec l'article 30 du RGPD.

5. Inspection commune préalable (ICP)

Conformément aux dispositions de l'article R. 4512-2 du Code du travail, une Inspection commune préalable sera organisée préalablement avant l'ouverture du chantier dans les conditions fixées à l'article 14.1 des CGA.

Cette réunion servira en particulier à élaborer un Plan de Prévention.